**Karim Émile Bitar : «C'est l'idée même du Liban qui est menacée» par la vacance du pouvoir**  
  
ENTRETIEN - Depuis quatre mois, le Liban n'a plus de président, et plus de gouvernement depuis neuf. Le chercheur associé à l'IRIS alerte sur le risque d'effondrement du pays, aussi frappé par une crise économique et sociale historique.  
  
*Karim Émile Bitar est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste du Moyen-Orient et professeur associé à la Faculté de Droit et de Sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.*  
  
LE FIGARO. - Le 1er mars marque les quatre mois de vacance de la présidence libanaise. Y a-t-il aujourd'hui un candidat qui puisse faire consensus ?  
  
Karim Émile BITAR. - Pas vraiment. Le pays demeure très polarisé. L’histoire du Liban montre que ce type de crise ne se débloque que lorsqu’il y a modus vivendi entre les puissances régionales et internationales, autour d’une figure qui puisse être acceptée par la plupart des acteurs régionaux et locaux.  
  
Il y a pourtant un sentiment d'urgence, au sein de la population libanaise, que beaucoup de députés n'ont pas pris en compte, à l'exception des deux députés qui ont décidé de faire un sit-in permanent au Parlement. Ils y sont nuit et jour, et dorment dans le froid et sans électricité. Cette mesure symbolique vise à inciter les députés à enfin appliquer les articles 74 et 75 de la Constitution libanaise. Ces derniers soulignent qu'en cas de vacance, les députés ont pour devoir de se rendre immédiatement au Parlement (qui devient un collège électoral) et d'y rester jusqu'à ce qu'un président soit élu. Mais à l’exception de ces deux parlementaires, et de quelques-uns de leurs collègues qui passent les soutenir moralement, les membres des partis politiques libanais traditionnels ne semblent pas avoir pris conscience de la gravité de la crise.  
  
Le Liban avait déjà dû affronter 29 mois de vacance du siège présidentiel en 2014. En quoi la situation est-elle plus grave aujourd'hui ?  
  
Aujourd'hui, le pays du Cèdre fait face à une double vacance, à la fois présidentielle et gouvernementale, les divisions politiques ayant également empêché la formation d'un nouveau cabinet depuis les législatives du printemps. Najib Mikati, premier ministre sortant, reste donc à la tête d'un gouvernement qui ne fait qu'expédier les affaires courantes. En parallèle, le Liban traverse l'une des crises économiques et financières les plus graves de l'histoire selon la Banque Mondiale. Le taux de pauvreté dépasse les 80%, et les institutions étatiques s'effondrent. Les exemples sont nombreux : l’année scolaire dans les écoles publiques a été complètement interrompue suite à une grève des enseignants qui n’ont plus les moyens de payer l’essence pour aller à leur travail, les centres où on enregistre les transactions immobilières sont fermés, les hôpitaux sont affectés par une fuite massive des médecins, les banques ferment pour éviter les poursuites judiciaires ... En parallèle, les juges chargés des enquêtes de malversations financières sont empêchés dans le bon déroulement des procédures par l'establishment politique libanais, qui fait feu de tout bois pour conserver sa domination.  
  
Le «state collapse », soit l'effondrement des institutions étatiques, fait planer, pour les observateurs, la menace d'une guerre civile...  
  
Effectivement, l'histoire mondiale nous apprend que lorsqu'un pays subit une telle contraction de son PIB en quelques années à peine, cet effondrement économique est en général suivi d'affrontements ou d'incidents sécuritaires. L'armée libanaise est l'une des dernières institutions qui tient debout dans le pays, grâce à l'aide des Nations unies et de pays amis qui la financent. Mais cette institution multiconfessionnelle (la dernière qui fonctionne au Liban) est très fragile... La paie des soldats est devenue dérisoire, certains doivent chercher un deuxième emploi pour subvenir à leurs dépenses. Si la vacance présidentielle devait perdurer, le risque est grand de voir le Liban basculer dans une spirale de violences.  
  
Beaucoup craignent que cela produise un repli identitaire des différentes communautés. En réalité, c'est l'idée même du Liban qui est menacée, compte tenu de la fragilité de l'État. La solution ne peut venir que d'une issue constitutionnelle rapide avec l'élection d'un président de la République, la mise en place d'un gouvernement, l'instauration de réformes financières, la signature d'un accord avec le FMI... Faute de quoi, le Liban se dirige vers un accroissement massif de l'emmigration, la multiplication des incidents sécuritaires, et une descente aux enfers sur le plan économique. La classe moyenne, ciment de la société libanaise, est en train de disparaître comme peau de chagrin.  
  
 ------------------  
Cet entretien a été accordé par Karim Emile Bitar au quotidien français le Figaro. LibanVision le remercie de nous avoir donner l’autorisation de la reproduction de l’article de Jeanne Durieux paru le 3 mars 2023.